

Saint-Louis : un drame de la route et beaucoup de questions sans réponses

Faits divers. Aurélie, une infirmière de trente ans, a perdu la vie sur la RP1 alors qu'elle rentrait chez elle après son service. Ce drame a déclenché une vague d'émotion alors que les gendarmes cherchent à éclaircir les circonstances de l'accident.



La route de Saint-Louis a été le théâtre d'un nouveau drame. Une enquête est en cours. Photo Jacquotte Samperez

O. P.

Crée le 10.03.2017 à 04h25

Mis à jour le 10.03.2017 à 07h40

Un drame de la route de plus. Mais aussi un lieu, la RP1 non loin de la tribu de Saint-Louis, qui interroge et laisse planer de gros doutes sur les circonstances exactes de l'accident.

Mercredi soir, Aurélie, une infirmière de 30 ans qui exerçait au Médipôle, a perdu la vie en rentrant chez elle au sud du Mont-Dore. Il était près de 20 h 30 lorsqu'elle a perdu le contrôle de sa moto, une Yamaha Fazer 600, à hauteur de la station maraîchère.

Une fois sur place, les gendarmes ont procédé à de nombreuses constatations, notant par exemple qu'il n'y avait aucune trace de freinage. Ils ont ensuite lancé un appel à témoins pour essayer d'y voir plus clair*.

Et dès hier en fin d'après-midi, le procureur de la République, Alexis Bouroz, a rendu publics les premiers résultats de l'enquête, évoquant notamment le récit du premier témoin.

Trois jeunes repérés sur place

Ce jeune homme de 18 ans a entendu le bruit de la chute et s'est immédiatement approché, en compagnie de son père, de la moto dont les phares fonctionnaient encore. Ils auraient alors aperçu trois jeunes hommes marchant le long de la chaussée. Deux d'entre eux ont tenté de lever le deux-roues avant de partir. « Un comportement qui peut légitimement intriguer », expliquait Alexis Bouroz, qui insistait cependant sur l'imprudence qu'il y aurait à tirer des conclusions trop hâtives, au risque même de gêner le bon déroulement de l'enquête. Il espérait que ces trois personnes pourraient être entendues rapidement.

Il précisait aussi que l'examen médico-légal de la malheureuse victime avait permis d'établir que le décès était dû à une hémorragie interne, probablement consécutive à la chute, sans qu'aucune « lésion suspecte » n'ait été notée.

« Aucun obstacle n'entravait la circulation et, à ce stade, aucun élément matériel ne permet d'accréditer l'hypothèse d'un épisode de caillassage dont la jeune femme aurait pu être victime », précisait-il encore.

Pour autant, quelques minutes à peine après l'accident, de nombreux usagers de la route, sur les réseaux sociaux, avançaient cette hypothèse.

L'accident, déjà dramatique, devenait en quelques instants très sensible. Car si plusieurs personnes, dont le seul tort avait été de rentrer chez elles, ont déjà été blessées sur cette route, jamais aucun automobiliste ou motard n'a encore perdu la vie à la suite de tirs ou de caillassages.

Et si l'enquête conclut finalement à une perte de contrôle sans cause extérieure, les usagers de la RP1 auront toujours un doute au vu des problèmes de ces derniers mois. Ils auront au moins la certitude que l'on ne roule pas comme ailleurs sur cette voie. Et que tous ont tendance à accélérer pour se sortir au plus vite de cette zone dangereuse.

*** La gendarmerie demande à toute personne dont le témoignage pourrait être utile à l'enquête de se faire connaître à la brigade de gendarmerie de Pont-des-Français en composant le 44 87 26 ou en appelant le 17.**

Entre hommages et colère

Les hommages et les réactions, souvent indignées, sont arrivés en nombre après l'annonce du décès de la jeune motarde. Ainsi, Philippe Michel, président de la province Sud, et Philippe Germain, ont rapidement réagi depuis Paris. Le premier exige de l'État « un dispositif permettant de protéger les automobilistes » et déplore que la récente réunion qui s'est tenue à Paris sur la sécurité ait surtout permis de réfléchir à des scénarii « de réaction et non de prévention. » Philippe Germain, président du gouvernement, évoque pour sa part une « situation qui devient intenable pour les usagers » et explique « interpellé l'État depuis des semaines ! » Les Républicains exigent du haut-commissaire qu'il « accorde une audience à une délégation d'élus et de citoyens, afin qu'un point précis soit fait sur les éléments de l'enquête et que ce dernier nous expose les mesures, qu'il souhaite prendre pour renforcer la sécurité. » L'UCF veut aussi que le représentant de l'État « assure sans réserve la sécurité des Calédoniens, qu'il reçoive, dans les délais les plus brefs, des élus et des représentants de citoyens concernés. » Plusieurs associations, à l'instar de l'Association citoyen mondorien ou de l'Amicale de la pointe à la Dorade ont signifié à leur tour leur exaspération.

Le billet

Question de vérification

« Menteurs. Aucun courage. Complices. Je ne suis plus prêt de dépenser un franc pour acheter ce journal de m... » Les réactions ont été nombreuses, mercredi soir sur Facebook et hier matin sur notre site Internet, pour dénoncer le supposé « manque de courage » dans notre manière de relater le terrible accident d'Aurélie. Notre faute ? Ne pas avoir écrit qu'il était consécutif à un « caillassage ». Car aux abords de la tribu de Saint-Louis, il ne peut en être autrement. Et que les très nombreux témoins directs de la scène (dont les enquêteurs n'ont pas trouvé trace) l'affirmaient tous haut et fort mercredi soir. Tout comme certains blogs, qui n'hésitaient pas eux aussi à avancer cette hypothèse.

A contrario, les journalistes des Nouvelles, faisant vraisemblablement partie d'un vaste complot destiné à masquer, voire à déformer la vérité, se gardaient bien d'évoquer ces faits totalement établis.

Sauf qu'ils ne le sont, du moins pour le moment, aucunement. Et que la rigueur liée au métier de journaliste veut que chaque affirmation de ce genre, surtout dans un contexte aussi sensible, soit confirmée par une source officielle, ou du moins suffisamment proche de l'enquête pour pouvoir être considérée comme fiable.

Outre les critiques sur notre probité qui ne font jamais plaisir, il est aussi bon de rappeler qu'il est facile pour un journal de tomber dans le sensationnalisme. En avançant ce genre d'hypothèses invérifiées, nous serions sûrs de faire un maximum d'audience et de ventes. Notre crédibilité, par contre, serait rapidement remise en question par ceux de nos lecteurs qui considèrent qu'on ne peut s'affranchir de toute déontologie.

Dans cette affaire, plus peut-être que dans n'importe quelle autre, il est de notre devoir de ne pas mettre le feu aux poudres avec de fausses vérités. Surtout dans un secteur qui n'a vraiment pas besoin que l'on en rajoute. Là où résident ou circulent des personnes dont nous évoquons le véritable calvaire très régulièrement dans nos colonnes.

Alors oui, la critique des médias traditionnels est très à la mode. Oui, la vérité est devenue une opinion comme les autres. Mais c'est celle que nous continuerons à « colporter ». Jusqu'à preuve du contraire...

Olivier Poisson / olivier.poisson@inc.nc